

Offre de poste
Coordinatrice / coordinateur de l'association InfoMIE
A pourvoir dès que possible



Informations sur les mineurs isolés étrangers est une association loi 1901, créée en 2009.

Il s'agit d'une plateforme nationale composée de plus d'une centaine de membres (organisations, institutions et membres individuels) dont l'objectif commun est de favoriser la connaissance et la compréhension des problématiques des mineur-es isolé-es étranger-es et jeunes majeur-es étranger-es afin de concourir à leur protection en France et au respect de leurs droits.

Depuis plus de 10 ans, InfoMIE outille les acteurs et actrices qui les accompagnent et travaille à la protection et au respect des droits de ces jeunes.

Les mineur-es isolé-es étranger-es, du fait de leur minorité et de leur isolement légal, deux critères de danger au sens de l'article 375 du code civil, relèvent de l'enfance en danger, sans discrimination, et donc de la compétence des départements au titre de la protection de l'enfance.

Ainsi, la protection en France de ces jeunes particulièrement vulnérables et leur parcours administratif dépend pleinement de la qualité et de la cohérence de l'accompagnement mis en place dès leur arrivée sur le territoire et durant les mois ou années que durera leur prise en charge / leur soutien par les services de l'aide sociale à l'enfance.

La question des mineur-es isolé-es et jeunes majeur-es étranger-es relevant de champs très divers et imbriqués (juridique, éducatif, médical, psychopathologique, etc.), InfoMIE offre un espace d'échanges – lieu technique de réflexion, dédié aux personnes qui travaillent en direction de ces jeunes – tous secteurs confondus – afin qu'elles puissent se trouver / se retrouver (lutte contre l'isolement des acteurs et des actrices), réfléchir collectivement et croiser leurs visions sur les problèmes rencontrés, les solutions dégagées, etc.

Pour que les droits de ces jeunes particulièrement vulnérables soient respectés, pour qu'ils et elles soient protégé-es, une information, une formation et un outillage technique des acteurs et actrices qui les accompagnent et des jeunes concerné-es est une base indispensable. Ceci est notre action au quotidien.

Notre objectif est ainsi de favoriser durablement l'accès aux droits des mineur-es isolé-es étranger-es et jeunes majeur-es étranger-es.

1. Intitulé du poste : coordinatrice / coordinateur de l'association InfoMIE

2. Finalité du poste

Placé-e sous la responsabilité des administratrices et administrateurs de l'association, la coordinatrice ou le coordinateur est chargé-e de codéfinir avec le conseil d'administration et mettre en œuvre la stratégie et les actions d'InfoMIE concernant la diffusion du droit applicable, l'accès aux droits des mineur-es isolé-es et jeunes majeur-es étranger-es et l'outillage des acteurs et actrices accompagnant ces jeunes vulnérables.

3. Missions principales et tâches

3.1. Développement et animation du réseau national des membres et partenaires d'InfoMIE

- Représentation d'InfoMIE
- Elargissement du réseau : cartographie des actrices et acteurs concernés, campagnes des nouvelles adhésions, communication autour des activités d'InfoMIE, développement de nouveaux partenariats
- Animation du réseau : diagnostic des besoins des membres et partenaires, mise en relation et réseau des acteurs et actrices
- Rédaction et conception du rapport d'activité annuel, en lien avec un graphiste externe pour le maquetage

3.2. Définition et pilotage des outils développés par InfoMIE

- Gestion et alimentation du centre de ressources en ligne www.infomie.net : administration du site, alimentation – veille intensive transversale – évolutions, en lien avec un webmestre, envoi de lettres d'actualités, etc.
- Animation, tenue et supervision de la permanence juridique nationale, dématérialisée, par courriel et par téléphone
- Organisation et animation d'instances de travail techniques nationales : deux groupes de travail trimestriels « Droit » et « Santé », demi-journées d'études semestrielles, animation et modération de listes de travail nationales
- Animation et organisation de journées de formations à destination de professionnel-les – équipes éducatives, protection de l'enfance, PJJ, avocat-es, magistrat-es, médecins, éducation nationale, etc. – de bénévoles ou d'associations
- Suivi des contentieux portés par InfoMIE ou dans lesquels InfoMIE intervient : rédaction ou relecture des requêtes, lien avec les avocat-es / cabinets d'avocat-es
- Animation du réseau national avocat-es / juristes d'InfoMIE et administration de la Dropbox dédiée et de la liste d'échanges
- Proposition, conception et écriture des publications et outils d'InfoMIE
- Suivi des co-publications avec les partenaires

3.3. Représentation de l'association

- Relations institutionnelles et partenariales
- Réunions inter associatives
- Relations bailleurs de fonds publics et privés
- Représentation d'InfoMIE au sein d'instances nationales et internationales, de groupes de travail, de comité de pilotage, de colloques, d'auditions, etc.

3.4. Recherche et gestion de cofinancements

- Veille générale sur les cofinancements et appels à projets
- Montage et rédaction des dossiers de demandes de subvention : bailleurs de fonds privés et publics, français et internationaux
- Suivi administratif, financier et budgétaire des subventions

3.5. Gestion administrative et financière de l'association

- Comptabilité et établissement du rapport financier annuel en lien avec un cabinet comptable
- Suivi des conventions de partenariat
- Organisation et participation à la vie statutaire de l'association - bureaux, conseils d'administration et assemblées générales – en lien avec les membres du conseil d'administration de l'association
- Gestion des ressources humaines et questions liées
- Logistique de l'association

4. Profil souhaité

4.1. Expérience souhaitée

Expérience professionnelle effective de 3 à 4 ans minimum dans le domaine du droit, des droits de l'enfant, de l'assistance éducative, du droit des étrangers, si possible dans le secteur associatif. L'expérience à des postes de direction ou coordination d'association est un atout.

4.2. Compétences indispensables

Connaissance du système de protection de l'enfance – cadre national et conventions internationales – de l'assistance éducative, du droit des étrangers, de la procédure civile, du contentieux administratif et solides connaissances en matière d'état civil

Connaissance du droit des étrangers, de la procédure civile, de la procédure administrative

Compétences en gestion de cofinancements, gestion et suivi de projets associatifs

Compétences en animation et coordination de réseaux
Compétences en animation de permanences juridiques
Expérience en animation de formations souhaitée

4.3. Compétences complémentaires souhaitées

Outil emailing : Mailjet, Framaliste
Compétences en gestion de site internet / centre ressources (SPIP)
Langues étrangères appréciées

5. Qualités

- Sensibilité aux questions relatives à l'enfance en danger, aux droits fondamentaux et plus particulièrement aux droits de l'enfant, ainsi qu'à la situation des jeunes majeur-es
- Autonomie
- Rigueur
- Capacités d'analyse, de synthèse et d'argumentation juridique
- Forte capacité d'adaptation
- Pédagogie
- Capacité rédactionnelle
- Bonnes capacités d'organisation
- Bon sens du relationnel
- Capacité de travail en réseau, dans un contexte pluridisciplinaire et pluri acteurs / actrices

6. Formation

Diplôme en droit :
Master II en droit des mineur-es et / ou droit des personnes et de la famille, droit privé, droit international / droits de l'homme, droit public, droit pénal

Bon niveau d'anglais (lu, écrit, parlé)

7. Lieu de travail

Paris 7^e (métro Assemblée nationale) + déplacements en France à prévoir

8. Conditions

Accord de télétravail ponctuel
Communication orale en vis-à-vis ou par téléphone
Travail sur écran / bureau partagé / posture assise

9. Durée du contrat

CDI à temps plein

Disponibilité souhaitée : dès que possible

10. Conditions

Contrat de travail rattaché à la convention collective nationale du personnel des prestataires de services dans le domaine du secteur tertiaire

Salaire à négociier selon expérience

Statut cadre

Remboursement titre de transport en commun à 50 %

11. Modalités de candidature

Candidature (CV + lettre de motivation) à envoyer à l'attention de :

Me Emilie Dewaele – Présidente de l'association InfoMIE

dewaele.avocat@gmail.com

Objet : Recrutement coordo InfoMIE